

# La ville, enveloppe et produit des sociétés mutantes

René de Maximy

Orstom, Quito, Équateur

**RÉSUMÉ.**— Dire que chacun a un référent culturel «ville» et que l'architecture peut être, avec ou sans l'assistance d'un urbanisme volontariste, un instrument de pouvoir, ce n'est pas faire entendre une quelconque révélation. Cependant, avec un soupçon d'approche structuraliste et en privilégiant une certaine manière de voir, on peut mettre en évidence des stratégies, de pouvoir d'une part, d'urbanisation dans la précarité d'autre part, qui donnent une dimension politique évidente à la ville, fut-elle produite au fil des ans et des siècles, et même à l'insu des acteurs pris par leur action urbanistique du moment et inconscients du devenir de celle-ci.

L'analyse succincte et délibérément orientée des cas de Quito, ville bien intériorisée par ses habitants et déjà de longue histoire, et de Yaoundé, ville jeune dont la fonction de capitale doit s'affirmer, permet d'exposer un peu de ce que l'on peut entendre par «la ville, enveloppe et produit des sociétés mutantes». Peut-on, à ce propos, parler du rôle de la ville et de l'architecture dans la problématique du développement? C'est ce que ce texte s'attache à préciser.

ARCHITECTURE, CAMEROUN, DÉVELOPPEMENT, ÉQUATEUR, NATION, POUVOIR, POLITIQUE, PRÉCARITÉ, URBANISME, VILLE

**ABSTRACT.**— The city as a frame for, and a product of, changing societies.— It is nothing new to say that 'the city' is one of our cultural references and that architecture, with or without the assistance of a determined town planner, can be an instrument of power. However, from a structuralist point of view, an approach perhaps not entirely unbiased, one can easily throw into light strategies of power on the one hand, of urbanisation in precarious contexts on the other, by which the city is given an obvious political dimension, even though this may be the result of years or centuries of action, possibly even unknown to the very actors of change at the time, immersed in their immediate town-planning activities and unaware of future developments.

This paper aims at shedding some light on what is meant by 'the city as a frame for, and a product of, changing societies' in a brief and admittedly personal interpretation of the cases of Quito, an age-old city well rooted in the mental landscape of its inhabitants, and of Yaounde, a recent city which still has to assert itself as a capital. Is it possible in this respect to identify the role of the city and of architecture in relation to the problems of development? This is what this paper hopes to clarify.

ARCHITECTURE, CITY, NATION, POWER AND POLITICS, PRECARIOUSNESS, QUITO, TOWN PLANNING, YAOUNDÉ

## En guise d'introduction

Que dire que l'on ne sache déjà du rôle des villes et de l'architecture dans la problématique du développement?

Les régions qui, autrefois, avaient des bourgs, des petites villes, servant de noyaux de condensation des relations sociales et dont le rôle économique premier exigeait une action politique, sont désormais, et de plus en plus, les

René de Maximy

41

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 37495

Cote : B ex 2

M

P21

périphéries des villes, les espaces dans les interstices du filet que le réseau urbain et ses dendrites, les routes et autres chemins, hiérarchisent et ensèrent. Maintenant la ville commande et conditionne la région.

Pour réactiver nos interrogations et notre réflexion, il devient donc judicieux d'aborder à contresens la question des villes et de l'architecture dans la problématique du développement, car la ville est une totalité en soi, porteuse de sens, de discours, d'idéologie et finalement de mouvements politiques dialectiques.

### La ville, cette étrangeté insaisissable

Il n'existe pas de définition convaincante de la ville, seulement des définitions sectorielles d'intérêt plus normatif et institutionnel que social et culturel. Même Henri Lefebvre (1), qui s'acharnait à parler d'espace ludique, d'espace vécu, de production de l'espace, de représentation de l'espace et d'espace de représentation, se garde de définir la ville. J'ai tenté cette démarche malgré tout (2), mais n'ai pu que montrer combien la ville est une entité floue, que l'on ne peut définir que d'une manière quelque peu tautologique, par la citoyenneté et la culture de ses habitants. La ville est existentielle, un fait de pratique, donc d'expérience. Reprenant cette tentative dans un ouvrage en cours de rédaction, je constate finalement que l'ensemble des auteurs savent mieux, lors de leurs tentatives pour définir le concept de ville, s'attarder aux insuffisances de chaque définition proposée pour les scruter, que nous convaincre par une explication sans ombre: la ville c'est ceci, ou cela, mais pas seulement; et en tout cas ce n'est pas que...

Il ne me plaît pas de me contenter de cette situation. Je vais néanmoins considérer que tous nous savons reconnaître une ville de ce qui n'est pas une ville. Je vais même plus loin:

(1) LEFEBVRE H. (1972). *Le Droit à la ville*; *Id.* (1986). *La Production de l'espace*. Paris: Anthropos.

(2) DE MAXIMY R. (1988). «Tous les chemins ne mènent pas à Tombouctou». *Processus d'urbanisation en Afrique*. Paris: L'Harmattan; et aussi, en cours de rédaction (1993), avec la collaboration d'H. GODARD, *La Ville: concepts et pratique*, titre provisoire.

toute personne d'Europe occidentale ayant eu une scolarisation minimale et *a fortiori* si elle a eu une scolarisation plus longue, a dans l'esprit l'image d'une ou plusieurs villes (réelles ou mythiques) de référence. Ainsi de Florence, Bruges ou Alger; ou bien de villes plus petites, plus cernées, médiévales par exemple; ou de villes beaucoup plus vastes: Paris, Amsterdam, Londres ou Milan. Dans ce cas, il se peut que ces grandes villes soient constituées de référents qui se conjuguent, s'atrophient, s'emboîtent ou s'entremêlent.

Prenons Bruges. C'est une ville homogène, bien limitée, visible dans sa totalité territoriale du haut de son beffroi (ce n'est pas un hasard), sise au milieu de son espace historique. C'est la concrétion précise, discrète et monumentale, d'une organisation sociale où se distinguent des lieux de pouvoir (monuments) produits volontairement pour être lus (H. Lefebvre) et des lieux de vie (discrétion) produits avant d'être lus (H. Lefebvre), non pour être lus et sus, mais pour être vécus.

S'affirment également les réseaux terrestres et aquatiques liant et intégrant ces espaces. Le pays à l'entour est, aussi, tout à fait marqué, balisé, orienté: notamment l'axe du canal souligné par des rives plantées d'arbres et qui mène de Bruges à Zeebrugge. C'était le cordon ombilical assurant le prestige commercial de la ville dentellière, comme le couloir par où la conquête du monde était possible.

Une telle ville apparaît comme un référent dont l'espace central, très homogène, construit en continu, est irrigué par des rues et des canaux; avec des convergences sur les places, dont la première est celle du beffroi et qui sont lieux de rencontre, lieux publics, passages obligés; et des cheminements menant de ces clairières ouvertes au for des constructions en des endroits secrets aboutissant aux maisons hautes que l'on connaît. Bref un lieu d'accumulation, de transformation et de rediffusion, mais aussi de sécurité et de convivialité. C'est là une représentation qui contient toute la production sociale du mouvement communal de la pré-Renaissance européenne, l'image de la ville véhiculée par notre histoire.

Florence depuis la Piazza Michel Angelo, ou Pise depuis sa fameuse tour, propose la même lecture. On sait que ce ne sont pas là des villes de hasard. Au XII<sup>e</sup> siècle (1172), Florence a été systématiquement remaniée: construction de nouveaux remparts, ouverture de nouvelles portes, intégration

des deux rives de l'Arno (Oltrarno), etc. Et, par la suite, construction monumentale des symboles du pouvoir: *duomo*, églises maintenues, remaniées ou nouvelles, Palazzo Vecchio et ceux des grandes familles installées et concurrentes dans leur prise de pouvoir sur la marche des affaires de la ville-république.

Autre référence, autre image, même poids dans l'imaginaire: Alger (ou Marseille, ou Gênes) qui s'installe sur un site, l'occupe, le modèle, le produit, le gère. L'ensemble, vu de la mer comme une production blanche très humanisée, plus exalté par le soleil et son site difficile que par la qualité de son entretien. Telle que, dans ses altérations et ses insuffisances, Alger apparaît, elle aussi, comme un référent: l'image de la grande cité méditerranéenne. On pourrait déterminer d'autres référents: Pékin, Venise, le Bazar de Téhéran ville ouverte-fermée dans la ville, Lyon et ses deux fleuves, Rome et ses sept collines.

Si j'ai développé ce point, c'est pour rappeler que tout regard et toute culture sont d'abord intériorisés, et aussi parce que ces modèles sont très ancrés en nous, que nous les avons peu ou prou diffusés. La monumentalité des lieux de pouvoir, spirituel ou temporel, symboles et bornes indicatrices des époques (châteaux, cathédrales, hôtels de ville et leur beffroi, tours, sièges de banques ou de compagnies pétrolières, etc.), la continuité du bâti enserrant des axes d'activité et de circulation, les nœuds de convergence et de points d'accrochage (près de, en face de) que sont les places publiques ou, toujours, les monuments, tout cela fait la ville. Car la ville accumule le détail de ses apparences de production spatiale, elle fourmille de ces détails (parfois monumentaux, parfois quasi invisibles) qui singularisent et hiérarchisent sa réalité.

Et les villes construites par les diverses colonisations ont véhiculé tout cela. S'y ajoute alors, dans la mesure de leur création volontariste *ex nihilo*, un découpage au sol projetant et imposant une organisation établie, une politique active, ancrées sur des images symboliques et vulgarisées par elles: le carré du camp militaire, *cardo* et *decumanus*; l'étoile forestière (Versailles ou Karlsruhe); le dessin radio-concentrique (Amsterdam), parfois image jacobine du pouvoir centralisateur (Pointe-Noire, au Congo); le plan en damier toujours: la *cuadrícula* et les *solares* chers à Philippe II; le cercle, plus rare, ou la spirale très contingente (relief) des villes perchées (Volterra, Sancerre), certaines

bastides ou sauvetés; l'oppidum ou la fortification (Rocroi ou Montdauphin); la distribution linéaire avec nodules en chapelet, ou en grappes, de certaines conurbations récentes (la Ruhr): succession hiérarchisée, intégration, exclusion, jeu des grands axes de liaison et d'échanges, etc. Encore, espaces fermés, parfois partiellement interdits ou clos la nuit, et espaces dominés des villes de l'islam, dont les cinq villes du M'Zab sont l'expression extrême.

Derrière tout cela des règles, des sociétés: chartes médiévales, loi des Indes, règlements d'urbanisme et plans directeurs, *surveys*, schémas de structures, plan d'occupation des sols, etc.

Il faut admettre que presque toutes les villes des continents africain et latino-américain, et probablement de nombre d'autres régions du globe, de même que celles des pays historiquement relativement neufs: États-Unis (Washington, tracée par Lenfant au XVIII<sup>e</sup> siècle), Australie (Canberra), Nouvelle-Zélande, sont des créations volontaires initialement développées sur un plan arbitraire (la Brasilia de Niemeyer en est l'exemple le plus excessif), dont elles ont submergé les limites et qu'elles ont progressivement dévoyé, désarticulé, modifié, en gardant cependant parfois le souvenir de sa trame, l'identité de ses intentions premières, mais passant plus ou moins sensiblement de l'espace préétabli, lu et d'abord écrit, à l'espace vécu qu'il faut à nouveau rendre lisible pour le gérer.

On pourrait, j'en suis convaincu, dire la même chose des villes d'Europe ou d'Asie, implantées en de vieilles régions de civilisation (*civitas* = cité), sinon peut-être de Sumer, Ninive ou Jéricho qui ont dû être parmi les premières fabrications urbaines balbutiées de l'histoire, tout au moins de Pékin ou Athènes, d'Amsterdam ou La Mecque. Toute ville a été un jour ville nouvelle (Naples: *Nea Polis*) qui, en vieillissant, fut modifiée, parfois détruite et reconstruite, ou phagocytée par les nouveaux quartiers qui les prolongèrent ou s'y adossèrent: ainsi Fourvière et le quartier Saint-Jean à Lyon, par Bellecour et les Terreaux, puis maintenant par les Brotteaux et La Part-Dieu; ainsi la Cité et le Quartier Latin à Paris, par Saint-Germain, le quartier du Marais, de la Bourse, puis celui des Champs-Élysées et maintenant celui de La Défense.

Ces villes sont des lieux sociaux, produits par l'usage, appropriés par la population et, en définitive, sans cesse construits

et redéfinis. L'architecture y a son mot à dire; mieux, elle fut souvent l'arme d'une problématique. Je veux d'emblée préciser qu'architecture, dans ma logique, n'est pas réductible à beauté ou à monumentalité seulement. Ce terme inclut ordre et commandement (*archè*), mais aussi organisation, fabrication (texture), et également structure, construction (*tecton*): architecture-architexture (H. Lefebvre). Cependant, si le commandement et la structure supposent une hiérarchie et un projet établi, instigateurs de monumentalité comme de géométrie modélisée, l'ordre, l'organisation, la fabrication ont des significations plus souples.

Le désordre est un ordre que l'on ne conçoit pas. Le désordre est donc, face à l'ordre établi (ordre du pouvoir, du producteur dominant), une altération, une inversion, une négation, voire une aberration. En fait c'est autre chose qui, aussi, doit être définissable, classable, pour que l'on en possède la clef, c'est-à-dire pour que l'on puisse en accommoder la vision selon un certain ordonnancement et des lois tout aussi acceptables, dans une autre culture ou une autre aventure, que les lois qui détermineraient l'ordre préalablement reconnu comme seul ordre admissible. Seulement, généralement, nous ne savons pas définir le désordre autrement que comme désordre (et pour cause!), nous nous contentons de le décrire sommairement pour lui attribuer une place dans nos nomenclatures. Ainsi des cartes faites de Yaoundé et de Douala en 1980, qui traitent de la typologie de l'habitat, où habitat précaire se réfère à une image de désordre apparent dans l'implantation des maisons, image incluant la qualité du bâti et sa distribution spatiale.

Si, lors d'enquêtes, nous demandons à nos interlocuteurs producteurs de ces espaces désordonnés de les définir, ils n'utilisent justement pas l'assistance d'une géométrie plane aux règles bien connues. Soit ils ne savent décrire leur espace qu'à travers les moments qu'ils y vivent: exercice de la profession, approvisionnement, loisirs ou axes de trafic; lieux d'intégration ou de convivialité donc, où ils ne voient nul désordre. Soit ils proposent une organisation sociale de dimension religieuse, ou hiérarchique, d'une hiérarchie renvoyant à un passé dépassé par la brutalité citadine actuelle, mais conservé par nécessité sécuritaire. Et en cette vision également il n'y a nul désordre. Ces cas sont fréquents en Afrique tropicale. C'est là une manière évidente de s'approprier la ville, ou du moins de protéger son espace vécu proche.

Dès lors que le terme d'architecture n'est pas limitatif, que dire des villes et de l'architecture dans la problématique du développement? Cette formulation est extrêmement réductrice car elle se fonde sur les *a priori* conceptuels que sont les substantifs qui la constituent. J'ai dit que la ville n'est pas définissable. Donc nous acceptons le mot pluriel «villes» sans en débattre, comme un objet auquel nous nous heurtons et, si nous en avons le temps, que nous manipulons (acteurs), que nous modifions (producteurs) pour une certaine production sociale.

Architecture, au singulier. Comme je l'ai souligné, il n'y a pas qu'une architecture si le fait d'organiser une structure, n'importe quelle structure spatiale, entraîne la mise au point d'une texture et la construction des éléments fonctionnant solidairement qui la complètent. Ou bien c'est à ce concept que nous nous référons, ou bien c'est un terme très lié à celui qui prévaut dans les écoles où l'on doit faire intervenir un discours qui, depuis Vitruve, n'a cessé de se renouveler. Cette acception sera considérée, c'est celle de tout pouvoir, de toute domination et c'est de cette architecture-là qu'il est question dans la formulation du thème que je propose, puisque les termes de problématique et de développement sont des outils, faussement conceptuels, du pouvoir: pouvoir des intellectuels, problématique qu'ils ont imposée aux praticiens; pouvoir des praticiens, développement qu'ils ont imposé aux intellectuels sommés d'avoir une vision normative et technocratique.

En conséquence, la discrimination sociale se fait sur la capacité qu'a chacun et chaque groupe de maintenir, malgré l'action réductrice du ménagement de l'espace, son biotope; et de construire son écosystème, c'est-à-dire de s'en réapproprier, plus ou moins partiellement, l'usage. Cela passe par un discours réducteur. Mais la difficulté n'est pas dans cette dévalorisation-revalorisation par le *logos*. Elle gît dans ce que chacun reste avec sa pensée et n'a qu'une idée limitée de la pensée de l'autre. Donc, quoi qu'il advienne, il y a réduction mais production assurée, et quasiment jamais identité absolue de vue.

### Étude de cas

Les deux cas exemplaires que je développe ci-après n'ont guère en commun. Quito est une ville qui a une histoire à

laquelle s'identifient ses habitants. Ceux-ci sont très fortement et très intimement imprégnés des valeurs diffusées par l'Europe méditerranéenne et chrétienne. Yaoundé est une ville récente, l'histoire ne lui a pas donné le temps de se faire une identité en harmonie avec les us de ses habitants. Elle doit son apparence à des modes de vie et à un exercice de la vie collective non issus de ses us et qui, donc, ne leur doivent rien. Pour cela, il est particulièrement judicieux de les observer et de les décrire conjointement. En outre, Quito est une capitale acceptée, elle ne justifie donc pas une attitude constructive délibérément tournée vers une image que l'on voudrait donner de sa fonction politique et nationale. Il en est tout autrement de Yaoundé, qui doit justifier son rôle et faire oublier qu'elle est d'abord la ville capitale de la nation bété, avant d'être celle du peuple camerounais qui n'existe encore que d'une manière que l'on pourrait dire constitutionnelle.

### **Quito, ville andine: son architecture, sa problématique, son expansion**

Quito, au moins 1 100 000 habitants (1990), fondée en 1534 sur le modèle en damier proposé par les franciscains (urbanistes de ce temps), fonctionne sur une hiérarchisation rigoureuse de l'espace autour du centre urbain, allant de la *ciudad* au *pueblo*. Plan fait à la règle et au cordeau à partir de la *plaza grande* où se situent la cathédrale, l'évêché, le siège du gouverneur (Présidence actuelle) et le pouvoir municipal. Règlement d'implantation fixant à chaque lot sa fonction et, inversement, assignant à chaque fonction un lieu plus ou moins voisin de la place centrale. Dans un espace homogène s'instaure une ségrégation admise de tous au départ, puisque la hiérarchisation de l'espace est acceptée ou, à tout le moins, indiscutée. Cet espace est marqué. La monumentalité des églises, des couvents et des palais, leurs richesses, côtoient la modestie des lieux d'activité et de vie domestique. C'est l'architecture monumentale des lieux de pouvoir, reliés entre eux par la texture d'une voirie (architecture) hiérarchisée, rues, venelles, escaliers, impasses, qui produit l'espace et en indique à chacun la valeur politique. Les habitants, eux, produisent la vie et animent cet espace, justifiant, par leur manière de vivre, la ville secrétée par le pouvoir.

La problématique est simple alors: l'espace urbain doit être ordonné et gouverné, il doit favoriser l'exercice hiérarchisé de la vie collective. Ceci étant admis, l'extension de la

ville, qu'elle soit décidée par le pouvoir incarné dans ses monuments tutélaires, ou qu'elle soit secrétée par les citadins peu ou prou propriétaires de l'usage de l'espace urbain, se fait dans le respect de l'image initiale et des règles, donc des impératifs sociaux répliqués autant que nécessaire. Le damier est poursuivi, comme les implantations d'églises.

Lorsque, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Équateur conquiert son indépendance, la ville devient l'expression d'une majorité et des libertés acquises par les citoyens, mais la problématique ne change pas. Les Républicains ne remettent pas en question les principes fondamentaux des fondateurs. Ils rénovent la ville, en font un produit plus riche qui n'appartient plus au roi d'Espagne mais qui est désormais leur bien indiscuté. Les façades des maisons (sinon les façades entières, les parties basses de ces façades, en rez-de-chaussée) sont construites, ou parées, avec des pierres taillées, correctement appareillées, qui témoignent que le paraître républicain est l'héritier de l'héritage colonial, mais aussi l'affirmation d'une ère nouvelle proclamée. L'architecture, dans son sens étroit, reste un élément du marquage de la ville. Cependant déjà des extensions misérables développent une autre architecture, celle de la nécessité: protection contre le froid, la pluie, la promiscuité, l'insécurité. C'est une architecture de l'indispensable et de la précarité, en fait une sécrétion minimale de la misère. On reste dans une vision urbaine très espagnole, proche des schémas européens.

La ville va ainsi s'agrandir lentement, progressivement, dans la fidélité à une vision architecturale reconnue et à des structures de précarité qui de loin l'accompagnent, en développant une architecture, intégrante, de fonctionnement. Il y a un développement dont la seule remise en cause fondamentale s'est faite vis-à-vis de l'Espagne. Si les Métis et Indiens ont aidé Bolivar, les premiers ont conforté leur droit de cité, et les questions pendantes depuis le royaume de l'Inca que posent les seconds ne sont pas résolues. Celles-ci se posent de plus en plus violemment jusqu'à nos jours, provoquant l'afflux de populations plus ou moins métissées qui se trouvent en surnombre sur les terres insuffisantes et médiocres qu'on leur laisse. Ils produisent en ville des espaces en marge, à côté de ceux que préconise ou accepte le pouvoir. Il y a extension, il n'y a pas développement puisqu'il y a maintien des disparités en l'état.

Et lentement le pays s'industrialise, tandis que la problématique des fondateurs reste actuelle sous couvert d'autres discours: assurer une ville tenue par les pouvoirs reconnus par une constitution et des institutions républicaines. Cette problématique nécessairement s'adapte aux fonctions de Quito. Avec la protoindustrialisation (plus d'artisanat que de réelle industrie) qui accompagne, au début du xx<sup>e</sup> siècle, le désenclavement de la Sierra et de Quito (construction du chemin de fer, revêtement des routes), le commerce local s'émancipe progressivement de sa dimension autarcique, le *municipio* répond aux besoins par un zonage lié à un capitalisme naissant et structuré par un réseau viaire amélioré.

Tout cela n'est pas vraiment spectaculaire. Dans les années 1940, Quito n'est encore connue en Europe que comme une petite capitale latino-américaine perchée dans les montagnes (2 840 m), où le climat est doux et où on ne paie pas d'impôts! Pourtant, depuis les années 1920, apparaissent les premiers signes d'une ségrégation spatiale. La ségrégation des époques antérieures avait une autre dimension, mieux acceptée. Elle se faisait dans l'homogénéité d'une ville étroite où le pauvre n'était pas loin du riche, et où l'Église affirmait que, si les hiérarchies doivent être respectées, pour plaire à Dieu, les hommes sont frères et égaux devant la mort, c'est-à-dire dans l'éternité; ce qui réduit les misérables dizaines d'années de la vie terrestre à une formalité peut-être désagréable pour certains, mais somme toute passagère.

Ainsi la ville se fragmente. Au centre c'est toujours le mélange et la monumentalité, espace où l'architecture élaborée a sa signification sociale assurée; sur les pentes fortes, au pied du volcan Pichincha, ce sont les maisons misérables où l'architecture de la précarité se maintient et s'étend sur un espace produit au rabais: architecture minimale, voies non revêtues, escaliers de terre, chemins qui montent tout droit selon la ligne de plus grande pente, population prolétarienne contrainte à se déplacer à pied pour atteindre ses lieux d'approvisionnement et d'emplois; au nord, le long de la grande route qui traverse les Andes (panaméricaine) sur un tracé incaïque ou préincaïque, des espaces plans où se construisent de coquettes demeures coloniales au milieu de jardins. La Mariscal, initialement cité-jardin devenue principal quartier des affaires actuel, est ainsi produite des années 1920 à la fin des années 1940. Naturellement ces quartiers nord sont correctement équipés et intégrés.

Peut-on dire qu'alors il y a une problématique du développement? On améliore le confort, on favorise l'urbanisation pour les classes moyennes, avec le soutien assuré de l'appareil d'État. Les notions de développement et de sous-développement ne sont pas à l'ordre du jour; elles n'existent que par comparaison entre pays à la richesse ostentatoire et pays à la pauvreté inéluctable, et la comparaison ne peut se faire. L'Europe et les États-Unis sont loin. Ceux qui les connaissent n'ont rien à envier au confort social qu'ils y ont rencontré. Il n'y a pas ici ce heurt, fruit de l'évidence, très violent en Afrique, entre conditions de vie des colonisateurs et des colonisés. Ce heurt s'était produit aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, époque où la brutalité espagnole provoqua des haines et des disparités sociales considérables; mais il n'y avait pas d'opinion publique internationale pour conforter les opprimés dans le sentiment de révoltes ou de révolution justes, si bien qu'à l'époque républicaine (xix<sup>e</sup> siècle) s'établit un *modus vivendi* qui souda le sentiment national dans une unité acceptable. Certes, les Indiens demeurèrent plutôt exclus de ce mouvement, mais leurs problèmes furent évacués dans l'acceptation de leurs différences, ce qui, faute de résoudre les questions latentes, permit de les tenir à l'écart, dans des communautés extra-urbaines.

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que la poussée de l'impérialisme économique et politique nord-américain bouscule la situation, quoique l'Europe demeure le continent avouable, aux références culturelles: surtout l'Espagne et la France. Le pétrole découvert et exploité en Équateur (1972) provoque le choc et le saut irréversible dans la modernité. Quito explose. La construction se développe rapidement, de très grands immeubles, très hauts, apparaissent, ce qui est nouveau. Des emplois se créent, on construit à tout va et l'Équateur entreprend de se doter d'infrastructures modernes. Les ruraux qui se rendaient depuis le début du siècle sur la côte, à Guayaquil et autour, viennent désormais aussi à Quito. De plus, déstabilisés par une révolution agraire mal conçue et mal appliquée, ils migrent plus fréquemment et plus définitivement, bien que la migration saisonnière persiste.

Les autorités municipales doivent faire face. Le développement devient un concept moteur, flou peut-être mais puissant. Le discours des intellectuels s'empare de Karl Marx, dont les idées entament une nouvelle existence, exposées

en une langue de bois imbibée de lutte des classes, tandis que les gestionnaires municipaux doivent définir une politique urbaine. Il faut donc poser les problèmes et se référer à une idéologie, sinon déclarée, du moins implicite. La classe moyenne (dont les militaires, qui s'emparent du pouvoir) est aux affaires. La problématique est simple: suivre le marché et maintenir l'ordre établi. Cela conduit au fonctionnalisme, déjà fortement théorisé par la Charte d'Athènes (1932), et au zonage afférant, qui sont les formes les moins humanistes de l'urbanisme. Les nouveaux espaces produits sont l'expression d'une classe moyenne aux revenus montants et, si l'on a l'impression qu'il y a exclusion des ruraux, trop souvent analphabètes, des démunis, des venus d'ailleurs (Indiens mal intégrés), il ne s'agit pas là d'un projet délibéré. Cette exclusion n'est pas déclarée, elle n'est que le fruit de l'oubli. Si bien que les exclus doivent de leur côté développer un urbanisme approprié, leur urbanisme. Ils se regroupent donc en coopératives et comités pour exister et subsister: recherche de terres urbaines ou périurbaines d'accueil, construction de nouveaux quartiers que le pouvoir municipal doit, *volens nolens*, entériner.

L'architecture ne sera guère le fait des pouvoirs statutaires, mais celle du secteur capitaliste, dont la puissance domine et soumet d'une certaine façon les autorités politiques. C'est une architecture qui s'inspire, *pro parte*, de l'Amérique du Nord, qui la copie même: gratte-ciel et CBD. Elle affirme, sinon de façon militante et délibérée, du moins dans la réalité objectivée (jetée devant les yeux) par ce qui se construit avec l'aval des pouvoirs municipaux (actions légalisées), la suprématie symbolique du capitalisme sur la religion (dépassement de la monumentalité des églises par l'hypermonumentalité des gratte-ciel), voire sur l'institutionnel (dérogations). L'habitat pour hauts revenus suit le mouvement: grands immeubles luxueux, mais aussi perpétuation des maisons individuelles, qui sont désormais de tous les styles. La brique traditionnelle s'efface de plus en plus devant le béton et les parpaings de ciment, la tuile résiste assez bien, mais l'adobe régresse alors que la brique cuite artisanale se maintient. La classe moyenne basse a droit à des lotissements de petites maisons individuelles mais jointives, ou aux barres d'immeubles bon marché qui firent les banlieues des villes européennes dans les années 1950, et qui, à Quito comme à Pékin ou à Shanghai, continuent à se construire. C'est cette classe moyenne qui profite

d'une politique sociale de l'habitat (*banco de vivienda*) qui demeure inaccessible aux citoyens les plus défavorisés, dont il est difficile de faire le compte (au moins 10% de la population de 1990). Aussi les pauvres restent-ils producteurs d'un habitat très médiocre.

S'il y a une problématique du développement, elle s'exprime plus dans l'ingénierie, les VRD, que dans la construction de l'habitat. Certes, on parle beaucoup de programmes de *viviendas*, et il s'en réalise. Cependant, dans le monumental et les immeubles de qualité, une certaine problématique semble se résumer en un «américanisons-nous» porteur de rêves. L'Amérique alors se réduit aux States, ce qui est une façon de se nier jusque dans ses fondements.

À l'heure présente la municipalité, social-démocrate, tente un discours porteur d'idéologie et de problématique, plein d'interrogations. Comment protéger l'espace contre la destruction excessive du site et les spéculations abusives? Comment reconnaître l'invasion de terres et intégrer les *barrios marginales* délaissés? Comment assurer le fonctionnement de l'ensemble de l'aire métropolitaine? Comment mettre de l'ordre, l'ordre du *municipio* s'entend, et par quelle formulation réglementaire le consolider? Comment établir un nouveau POS? Comment le caractériser (3)?

C'est une avalanche de questions, sans ressources fiscales suffisantes pour y répondre correctement, quoique la municipalité consacre 95% de ses revenus directs à l'amélioration et à l'intégration de ces quartiers marginaux... Comme il y a une forte récession économique, on peut s'attendre à ce que le poids du capital soit moindre et à ce que les pouvoirs établis, ceux du *municipio* surtout, soient assurés d'être mieux respectés. Ce qui apparaît chaque jour avec une évidence accrue, c'est que l'architecture, de la seule décision des détenteurs de capital et par le seul exercice d'un libéralisme peu contrôlé, impose aux Quiténiens une image impérieuse du pouvoir de l'argent et exalte une réussite sociale réduite à un enrichissement individuel ou d'entreprise.

(3) *Ilustre municipio de Quito*. (1992). Quito: Dirección de planificación, Orstom, Plan distrito Metropolitano, *Atlas del distrito metropolitano*.

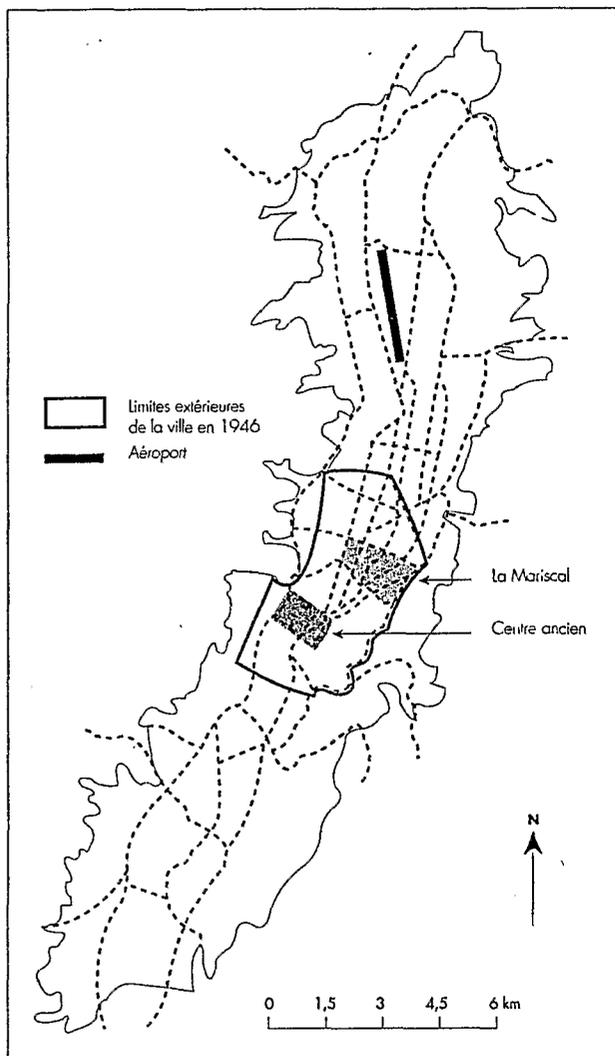


Fig. 1.— Quito en 1982.

Cependant, le pouvoir municipal actuel (1988-1992) inscrit également sa marque dans le paysage, s'attachant davantage à l'architecture qu'à l'architecte, notamment par la mise en chantier d'une planification clairement réglementée qui se traduit d'abord par une amélioration spectaculaire de la voirie et des réseaux divers: construction de ronds-points régulateurs de flux, de croisements aménagés sur deux niveaux, de voies rapides et d'échangeurs, achèvement (en cours) d'un périphérique et implantation de nouvelles voies de dérivation. Le souci de la municipalité est aussi de reconnaître et de légaliser les quartiers autopromus, de les désenclaver, comme d'implanter de nouveaux sous-centres afin de redistribuer les équilibres urbanis-

tiques en équipant le Sud de la ville, surtout peuplé de travailleurs manuels et de petits employés (4).

Ainsi, à Quito, si le pouvoir s'exprime dans l'architecture du fait d'un secteur privé capitaliste et presque tout-puissant, il s'exprime davantage, et depuis peu (nouvelle municipalité, à partir de 1988, reconduite jusqu'en 1996), dans la maîtrise de la gestion de l'espace. Ces deux situations, l'une à composantes architecturales, l'autre à composantes architecturales, peuvent aisément coexister car le pouvoir public est aussi fortement décentralisé (sur le modèle étatsunien) que l'est le pouvoir privé qui se trouve dans les mains de ceux qui en ont les moyens économiques.

#### **Yaoundé ville de l'Afrique forestière: l'architecture, instrument d'une politique**

Ville coloniale créée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, affrontée à la dynamique du développement et de son négatif, le sous-développement, Yaoundé ne fut, à ses débuts, qu'un poste de la colonisation allemande au cœur d'une région forestière fortement peuplée et accueillante. On ne peut guère prétendre qu'elle fut alors la projection spatiale et architecturale d'un projet politique. Cependant quelques facteurs influèrent progressivement sur son paysage et sa morphologie. Une rapide christianisation en fit le siège d'importantes missions protestantes et catholiques: la première église fut construite par les Allemands en 1906. Yaoundé devint assez tôt un centre de commercialisation régionale amélioré par le tracé et l'entretien de pistes nouvelles réalisées pour la culture du cacao, culture de rente, culture coloniale imposée. La construction d'un chemin de fer Yaoundé-Douala, achevée entre les deux guerres, renforça tous ces dynamismes. Enfin, l'administration française choisit ce lieu comme capitale du Protectorat, ce qui provoqua l'installation d'une population abondante de fonctionnaires, dont les militaires d'une garnison étoffée.

Le site, de son côté, a joué sa partition. La ville est sise à 600-700 m, sur des reliefs fortement disséqués où les vallées

(4) DE MAXIMY R. dir. (1992). *Atlas infographique de Quito*. Quito-Paris: IGM-IPGH-Orstom. Voir notamment planche 40, S. BOCK, H. GODARD, R. DE MAXIMY: *Les modes de composition urbaine*.

convergent, séparées par des collines basses et allongées, dominées par quelques collines plus hautes et plus aiguës et, au nord-ouest, un massif montagneux, encore très forestier, barrière infranchissable à l'urbanisation, culminant à 1 200 m. Aussi, dès l'époque coloniale, les bâtiments administratifs occupèrent une des collines que l'on appela le Plateau; les missions religieuses, très à l'extérieur de la petite agglomération, usèrent également de ces hauteurs qui les mettaient à l'abri des marécages, des miasmes et des moustiques, en leur assurant un minimum de ventilation. Les nouveaux venus ne faisaient, en cela, que se conformer au bon sens et à l'usage de long temps instauré par les Ewondo, dont les villages étaient établis sur les lignes de crêtes empruntées par les pistes (5).

La gare terminus et ses dépendances occupèrent la vallée de la Méfou qui devint vallée de la gare. Sur cet équipement se réorganisa la ville: à l'ouest le Plateau; au centre l'axe ferroviaire, en creux; à l'est un embryon de quartier marchand qui, par la suite, devint le centre commercial. En bordure des espaces fonctionnels de ces deux entités sises sur les collines en vis-à-vis, se fixèrent les demeures des agents expatriés et des commerçants libano-syriens. Naturellement, les villages ewondo proches virent leur importance croître et se développèrent en quartiers, c'est-à-dire en quartiers africains abritant une population bété (le groupe ethnique dominant de la région) de plus en plus nombreuse.

Rien de spectaculaire. La coexistence paisible de deux communautés — l'une ayant pouvoir, quasi tous les pouvoirs, et faible population; l'autre ayant les droits sur le sol et une population croissante qui constitue une force de travail plus ou moins en attente — est devenue la réalité sociopolitique de la ville. L'architecture et la monumentalité ne semblent pas encore être une préoccupation. Ce qui se construit, espaces et structures, relève des forces sociales non analysées qui régissent communément les groupes sociaux. Cependant, la localisation en des points hauts, visibles d'assez loin, de quelques bâtiments abritant l'exercice du pouvoir colonial, permet d'affirmer la qualité de la puissance française. Peut-être pourrait-on parler d'une architecture naturelle, autre manière, tout à fait discutable, de

nommer le relief géographique dès lors qu'il est socialement modifié par une production qui le transcende! De fait cette localisation offre une image, inscrite dans le paysage, d'importance et de solidité des objets suscités par l'autorité politique régnante. C'est une affirmation permanente de la prise de possession et de l'organisation de l'espace. Architecture élémentaire mais décisive donc, qui réduit les cases en *poto-poto* à n'être que des espaces sociaux d'accompagnement. Ce paysage est accepté comme tel par tous, sans qu'un quelconque discours idéologique en souligne la signification. Ainsi s'impose que la monumentalité témoigne d'une hiérarchie politique impérative. Dès lors, deux entités urbaines cohabitent dans l'interdépendance inégale, sans osmose: les entités africaines, bété pour le présent, implantées sur les crêtes de l'Est et du Sud; les entités européennes, organisées sur un tracé de rues qui s'ébauche.

Ce n'est qu'à l'indépendance que tout s'accélère et change fondamentalement de signification. La fonction de capitale d'État dévolue à Yaoundé provoque une urbanisation fonctionnelle: ministères, institutions nationales et internationales. Le Plateau devient le support de la monumentalité qui se confond avec la réalité d'un pouvoir étatique hérité, excessivement jacobin. La ville marchande se renforce et s'étend. À l'extrémité sud de la vallée de la gare, un pédoncule urbanisé (la poste centrale et sa place) raccroche ces deux entités délibérément urbaines, tandis que des quartiers que la *technomenklatura* s'entête à qualifier d'informels vont accélérer, au nord, l'invasion du site d'une ancienne briqueterie et bien au-delà. En effet, les quartiers ewondo ne suffisent plus à accueillir la population nationale attirée par l'espoir d'un emploi ou chassée par les troubles en pays bassa et bamiléké (rébellion ouverte). La scolarisation assurée en ville et des conditions de vie meilleures ont aussi un pouvoir d'attraction considérable.

Les populations étrangères au pays bété, les Nordistes, Haoussa, et les gens de l'Ouest, Bamiléké, non acceptés par les Ewondo, squattent des terrains peu revendiqués, parce qu'insalubres. Ces étrangers secrètent une urbanisation de nouvelle facture. Ce sont eux qui, dès avant l'indépendance, investissent le quartier de la Briqueterie et ses prolongements.

Apparaît alors une ville à trois visages:

— le Plateau et le centre commercial, aussi lieux à fonctions résidentielles d'accompagnement, qui s'étendent

(5) DE MAXIMY R. (1980). *Notice explicative de la typologie de l'habitat de Yaoundé*. Yaoundé: SES-DUH-MINUH.

largement de part et d'autre de la vallée de la gare et conquièrent constamment de nouveaux espaces; ce sont des productions sociales bien organisées, donnant une image que veulent conserver et renforcer, magnifier même, le pouvoir nouveau, hérité et héritier de la colonisation, et le pouvoir économique, surtout marchand, conservé par des non-nationaux; les détenteurs de ces deux pouvoirs savent qu'ils ne sont rien l'un sans l'autre;

— les quartiers où les différentes ethnies bété se confondent, perpétuant leurs caractéristiques villageoises, mais altérées; elles s'étendent jusqu'à encercler, à l'est et au sud, le centre commercial et la mission protestante, pourtant initialement fort excentrique;

— les quartiers nord-ouest qui se développent sur les bas-fonds de la Méfou et de l'Ékozoa, son affluent, et qui montent à l'assaut des collines de Mokolo et de Tsinga: une entité difficile à classer de manière positive; le premier regard propose une image répulsive: quartier cloaque, raviné, aux odeurs fortes, espaces construits de maisons entassés de *poto-poto* (comme tous les quartiers au demeurant), parcouru de labyrinthes piétonniers et dominés, en sa partie sud, par des mosquées, en sa partie nord, par des églises. C'est dans ce quartier immense (peut-être 200 000 personnes y vivent en 1990) et ses extensions jusqu'aux limites du site constructible que se crée et se développe le plus grand marché de la capitale, le marché de Mokolo, avec déjà 7 500 points de vente en 1978. Là s'affrontent, dans les premières années de la République, Bamiléké et Haoussa, en des luttes sanglantes dont le ferment reste latent. Là, ils sont obligés d'apprendre à vivre sinon ensemble, du moins côte à côte.

Cette image urbaine, cette production des années 1960, se transforment en celles de capitale d'État et d'agglomération millionnaire au cours des années 1980. Un véritable projet a présidé à cette transformation, où le site et l'architecture monumentale tiennent les rôles principaux. La volonté étatique s'y est exprimée avec impérialisme.

En effet dès 1980 deux forces majeures s'imposent:

— la volonté effective, active, des pouvoirs économiques de marquer l'espace, mais aussi d'imposer aux habitants le référent permanent de cet espace, ce qui est une manière de soumettre une certaine pratique citadine à leur domination;

— la volonté affirmée et planifiée du pouvoir politique d'agir de même, mais avec, en plus, le projet de baliser le site du

grand Yaoundé et d'organiser la société, donc la vie des gens, en fonction de l'idée que s'en fait ce pouvoir. L'organisation urbaine et ses marques doivent inscrire dans l'espace de représentation, espace idéologique (l'idée de Nation, fondamentale pour s'opposer à un tribalisme très puissant), par le truchement de son usage, d'abord visuel mais pas seulement, l'image d'une nation jeune et décidée. Aux citoyens d'adapter leur mentalité à l'objet-ville qui leur est proposé.

Naturellement, si l'on demandait aux décideurs et aux promoteurs de ce projet multiforme et multiface d'exposer leur vision politique et dialectique de la capitale qu'ils construisent ainsi, ils raconteraient tout autre chose, car cette émanation imaginaire est le résultat de forces culturelles indicibles, enfouies dans l'inconscient collectif des acteurs.

Mais, et c'est là l'espace de liberté, ou de fuite, qui se manifeste, l'appropriation de l'usage de l'espace secrète d'autres lieux, déviant, qui occupent des terrains non investis par les deux pouvoirs précédents. C'est ainsi que les anciens villages se reproduisent en des répliques constamment répétées. Ainsi également que les points les plus répulsifs du site sont envahis, squattés, construits. On assiste à la fabrication d'espaces d'apparence première informelle, et qui le sont pour l'*establishment* aliéné par les modèles qui le gouvernement (*mimesis*), mais en réalité d'espaces tout à fait nouveaux, bien adaptés et producteurs, à terme, de formes intéressantes. Si les pouvoirs établis acceptent de les intégrer sans les mépriser.

Au fil des ans, une certaine fonctionnalisation de l'espace de Yaoundé s'est établie, un plan d'urbanisme directeur (6) a été dessiné. Ce plan s'attarde, entre autres, sur la morphologie nouvelle que doivent produire le centre commercial et le Plateau dans sa partie administrative.

Ainsi le centre commercial a pris une apparence européenne: immeubles jointifs relativement élevés (trois niveaux minimum requis par la nouvelle réglementation). En outre, quelques tours, signaux du capital, banques, compagnies pétrolières, assurances, avec publicité explicite installée sur la terrasse sommitale pour que nul ne s'y

(6) SALOMON A. (1958). *PUD de Yaoundé*. Yaoundé: MINEH.

trompe, ponctuaient l'aire urbaine centrale. Dès lors il y eut la ville et les quartiers, et dans le langage courant des usagers il n'y eut entre les deux entités aucune confusion possible. Cependant, entre ces deux localisations extrêmes, de nombreux secteurs de Yaoundé ne sont pas encore ainsi connotés, leur nom locatif, dans la vision de chacun, correspond à des unités spécifiques très définies mais indéfinissables de prime abord. L'image de la capitale demeure analytique et parcellisée. L'architecture et l'architecture permettent progressivement d'en limiter les extensions. Il manque néanmoins un véritable centre-ville. Les pouvoirs sont certes très visibles, des ensembles d'immeubles les proclament, l'occupation des points hauts les souligne, l'architecture triomphante est bien en l'occurrence un instrument du développement de l'idée de la modernité: *Cameroun, État d'une Nation moderne*, est le message ainsi transmis... et reçu, car cela fonctionne parfaitement.

Indubitablement ces espaces centraux ont un rôle si délibérément autoritaire que cette ville de fonctionnaires et de commerçants (72% des personnes effectivement actives sont l'un ou l'autre en 1980) a axé sa problématique du développement sur ces fonctions de service quasi monopolistiques (le quart restant des actifs étant, pour le principal, occupé dans les activités d'accompagnement de ces fonctions dominantes). Une idéologie d'unité nationale se forge dans les deux premières décennies de la vie politique camerounaise, que la capitale de la République Unie du Cameroun se doit de proclamer dans son urbanisme. Yaoundé doit être, pour la Nation, l'espace produit de référence, entité supratribale appelée à transcender les clivages ethniques présents. Ainsi un urbanisme très volontaire impose la force unificatrice de l'idée nationale, dont Yaoundé devient le référent et la preuve. Ce faisant, sont liquidés l'héritage colonial et ses séquelles. Il faut que l'objet-ville devienne symbole et truchement médiatique de la puissance d'un Cameroun indépendant et responsable. C'est un projet très emphatique, tout à fait politique. D'ailleurs nul ne s'y trompe, ni les pays amis, qui n'apportent aucune assistance technique plus ou moins offerte à cette production urbaine, ni les responsables du gouvernement camerounais, qui dégagent sur les seules ressources du pays (pétrole) les moyens de cette politique (environ 200 milliards de francs CFA, dès 1980, pour les seuls investissements de prestiges ou d'infrastructures).

Ainsi Yaoundé, dans la fin des années 1970 et durant toutes les années 1980, formalise la référence qui permet de dépasser les antagonismes tribaux et assure l'apparence d'une cohésion de l'ensemble des nationaux pour la réussite d'une politique de développement. Et de fait ce projet est fédérateur, catalyseur d'une synergie puissante, quasi libérateur. Notamment il proclame, par les nouveaux espaces produits, l'existence de lieux communautaires où l'exclusion, si caractéristique des comportements tribalistes, ne doit pas avoir cours. La problématique du développement passe ainsi par une architecture, au sens le plus étroit, qui matérialise ces ambitions et, davantage, les assène aux citoyens qui ne peuvent dès lors en faire fi.

Deux types d'opérations urbanistiques ont soutenu cette décision et créé une dialectique inéluctable entre le citoyen et son espace désormais estampillé du symbolisme nationaliste: la construction des palais (*mimesis* évidente), palais de la culture, palais présidentiel et ce palais d'un autre type qu'est le stade (rôle national du football sur la scène internationale, confirmé a posteriori par le Mondial de 1990); la construction du centre-ville de la capitale, image absolue du pouvoir républicain absolu.

Toutes les hauteurs de Yaoundé qui n'étaient pas urbanisées, ou l'étaient peu parce que d'un accès trop malaisé, ou parce que trop éloignées, sont investies, couronnées et magnifiées par des édifices dont la fonction prestigieuse est évidente. Dès 1980, il n'y a presque aucun point de la ville d'où ne se voie l'un au moins de ces nouveaux signes posés dans le paysage comme des gestes d'identité: le stade notamment, le palais de la culture pour certains; ou comme un coup de poing sur l'horizon proche, le palais présidentiel, véritable forteresse à l'entrée monumentale mais aux multiples sorties par des cheminements étudiés. Ainsi l'habitant des bas-fonds sait dorénavant qu'en grim pant les pentes abruptes des lieux où se tient sa tanière produite par une sorte d'architecture de la précarité et de l'incertitude, il aura la preuve de l'existence tutélaire des forces républicaines en action, espoirs de jours meilleurs pour ceux de sa descendance...

Seulement, araser une colline pour y implanter un palais de la culture à coups de mines et de milliards, avec l'aide fraternelle de la Chine populaire, et créer une cité interdite vaste comme un quartier, où la Présidence et ses services

ont leurs assises, cela ne se fait pas sans modifications de la texture urbaine. Sur le trajet des voies d'accès à ces nouveaux symboles, des quartiers préexistants en sont dynamisés. L'extension de la capitale en est modifiée et le poids spatial du site redistribué. Il s'ensuit, avec l'accord actif de la municipalité, une recrudescence des ordres d'exclusion, à *déguerpir*, ordre intimé qui semble sur certains parcours le destin obligé de toute maison de terre: l'architecture de l'intime (tradition) ou de la précarité (tentative discrète d'insertion dans l'espace urbain produit) ne peut cohabiter avec l'architecture de l'établissement qu'à la condition de ne pas se faire voir.

Très différente est la dialectique spatiale préconisée pour le centre-ville. Il s'agit cette fois de produire un nouveau lieu d'activité qui ne peut exister sans la prise de possession de son usage par les citoyens, tous les citoyens, à condition qu'ils en acceptent la monumentalité et ses fonctions contraignantes. Son emplacement est imposé par l'histoire urbaine. Le site en facilite techniquement la réalisation (les fonds de vallée sont plus aisément utilisables pour les réseaux d'infrastructure), mais ne l'exalte nullement. C'est le négatif des hauteurs palatines. La vallée de feu la gare accueille ce centre-ville. Puisqu'il se construisait et puisque s'y installerait le siège des pouvoirs justificatifs de la fonction de Yaoundé, ministères à l'étroit dans leurs bâtiments plus ou moins hérités ou répliqués de l'âge colonial, organismes internationaux comme la BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale) et autres manifestations d'un capitalisme de bon aloi, telles qu'hôtels, banques, supermarché de qualité, il fallait que ce centre, à fonction première de vitrine, soit monumental. Et notamment le vide fonctionnel de l'emprise ferroviaire, puisqu'il y a eu déplacement de la gare, doit être remplacé par un plein fonctionnel soudant les deux productions de Yaoundé, administration et commerce, en un tout qui est programmé pour être maintenant le cœur de la capitale, la preuve même de sa réalité. Ainsi de séparation-union cet espace deviendra concentration-liaison. Le paysage en sortira considérablement densifié, déterminé dans la durée. La dépression de la vallée en sera gommée, l'œil pourra parcourir les trois ensembles du cœur de la ville en continuité. Les bases d'un hypercentre doivent définitivement s'inscrire en une architecture et une architecture indiscutables, et le terme grec du commencement et du commandement, *archè*, convient cette fois totalement.

Ainsi au Cameroun, mais l'exemple a une portée plus générale et peut s'appliquer à d'autres pays d'Afrique, la problématique du développement passe non seulement par la fabrication ou la reconnaissance des villes, mais encore par une certaine vision architecturale. En cette occurrence l'État paye, à chers deniers (je ne dirai pas ici combien de bonnes affaires se sont faites dans la mouvance de ces ambitions nationales), la production de son espace de prestige, au détriment de son espace urbain vulgaire. Dans le même temps, il accepte de l'aide internationale une assistance qui le rend dépendant pour son développement économique, rural et industriel. C'est la contradiction la plus flagrante que véhicule cette forme, inévitable n'en déplaise aux moralistes, de nationalisme.

Mais à côté? En marge de ces travaux de haute volée, le million de Yaoundiens doit subsister et continue pour ce faire à produire son espace social. Les quartiers se multiplient, on ne peut en faire l'abstraction. Là, si à terme se doivent être les creusets d'une architecture originale, c'est l'architecture qui s'impose. L'exemple des quartiers nord-ouest est très éclairant de ce point de vue. Leur attrait et leur originalité sont grands. Nonobstant les conditions de vie détestables qu'ils abritent, ils sont un référent architectural de qualité.

Je noterai d'abord que leur inscription paysagère est exceptionnelle. En effet, la saisie d'ensemble de ces quartiers, notamment de celui de la Briqueterie, masque la misère de leurs éléments; la poussière dorée qui s'incruste dans les tôles des toits exalte dans le soleil, quand il y en a, la lumière qui magnifie leur composition. Vu d'avion, l'agencement des toits impose l'image d'un gigantesque pavement romain surgi dans une clairière de la forêt équatoriale. Choc esthétique fomenté par la misère: ce n'est que mensonge et faux-semblant. La Briqueterie et les quartiers nord-ouest, pour leur plus grande partie, sont des lieux immondes (au sens étymologique d'infra, de cloaque). Pourtant l'architecture de l'agencement des maisons en *poto-poto* plus ou moins protégé par des enduits de ciment (semi-dur), et des maisons en planches de bois éclaté (carabotte), est du plus grand intérêt. Celles-ci s'alignent sur les rues. Plus on s'éloigne de ces voies bitumées, plus un désordre labyrinthique prévaut. Mais en vérité le tracé des venelles qui subdivisent l'espace obéit aux impératifs du relief. Les constructeurs ont taillé des plates-formes pour recevoir chaque maison, ont creusé des rigoles profondes pour évacuer ensemble eaux de ruissellement, eaux usées

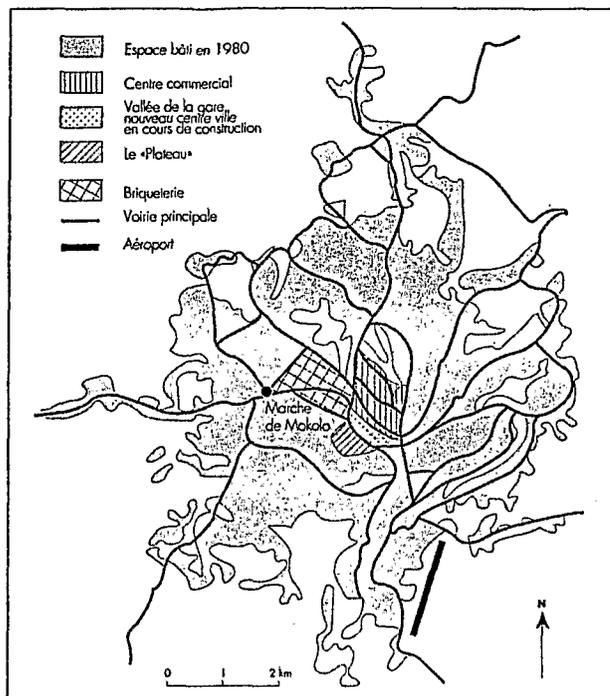


Fig. 2.— Yaoundé en 1980.

et eaux vannes. Les avancées des toits de tôle font une protection contre pluie et soleil aux venelles qui fonctionnent comme des couloirs de desserte, ouverts-fermés, au sein des structures habitables dont on ne peut dire s'il s'agit d'un agglomérat de maisons, ou de quelque espace multifonctionnel à combinaisons évolutives, conçu par un génie collectif indéfinissable et propriété matérielle d'une multitude de faiseurs, légitimes ou illégitimes, de leur niche écologique commune.

On peut parcourir de tels sous-quartiers, par tout temps, en demeurant globalement à l'abri des excès climatiques. En outre ce sont des lieux de passage, de frôlements, de rencontres, d'intimité sociale exceptionnelle. Ce sont par conséquent des lieux de promiscuité excessive. En aucun cas on ne peut les qualifier d'espaces d'indifférence ou indifférenciés. Celui qui habite ces quartiers, qui a son espace privé dans un des sous-quartiers, ne peut être inconnu, isolé, encore moins ignoré. La solitude est un luxe de nantis, ou leur malédiction... L'architecture-architexture assure cette société, constituée d'unités de voisinage, de son appui et de sa protection dans la pratique sociale de l'espace.

Aucune étude n'a été faite de cette production, de cette création si répandue et si ignorée, des villes du Tiers-Monde. Le foncier, l'unité étroite d'habitation, sont objets plus saisissables, plus ménageables, plus contrôlables finalement. La cour ou l'immeuble, l'habitat typé, c'est-à-dire réduit à une classification, l'histoire architecturale des centres anciens, le fonctionnement global des villes, sont tous objets réductibles et donc manipulables. Mais de l'espace informel et, qui plus est, immonde, que les cités circonscrivent dans leur périphérie géographique ou sociale, qui peut bien vouloir? Il n'est pas fréquentable. Il est inacceptable. Et donc il n'entre pas dans la réflexion urbanistique comme un élément positif. Il n'existe que comme existent les *townships* sud-africaines. Mais, comme elles, pour le pouvoir installé, il n'existe pas. Ce n'est qu'une erreur et l'on voudrait que ce soit un leurre.

#### Faut-il conclure?

Il est malaisé de le faire, si ce n'est par un discours convenu: les villes sont nécessairement au cœur de la problématique du développement puisque ce sont des lieux d'accumulation, de production, de décision, de diffusion, de consommation. Les villes commandent désormais les régions. L'architecture en cette affaire remplit une fonction à double vocation: être l'outil idéologique, donner l'image acceptable. À ce titre, elle entre pleinement dans la problématique du développement que privilégient les nationaux, mais plus en Afrique subtropicale qu'en Amérique latine, où l'histoire a su sécréter d'autres voies. Cependant cette affirmation ne prend pas en compte les clivages internes entre les promoteurs de la modernité (entendre la *mimesis*) d'une part, et les nationaux d'abord gens de la terre, de cette terre où ils sont installés sans choix véritable, parce que c'est ainsi, d'autre part.

Il faut donc admettre le rôle moteur de la ville dans la problématique du développement. En revanche, si l'on peut envisager l'architecture dans sa monumentalité comme un moyen efficace de pouvoir, et si, pour cela, on ne peut guère oublier son importance politique primordiale, ce rôle ne lui échoit vraiment que de manière circonstancielle, lorsque la conjonction du politique, désir d'affirmer un pouvoir controversé ou encore insuffisamment établi, et de l'histoire, création récente d'un État en quête de son identité nationale, l'impose.

